

Gouvernement Sarkozy : la première gorgée d'oseille par Michel Husson.

Extrait Regards, juillet-août 2007.

C'est aux premières mesures prises par un gouvernement qu'on peut juger de ses orientations. Celles de Sarkozy sont d'une absolue limpidité : réduction des droits de succession, allègement des droits de donation, détaxation des heures supplémentaires, réduction de l'impôt sur la fortune, baisse du bouclier fiscal, déduction des intérêts d'emprunts. Aucune de ces mesures ne va vraiment profiter à « ceux qui se lèvent tôt ». C'est évident pour le bouclier fiscal et l'ISF, qui ne concerne que les 450 000 ménages les plus aisés. Même chose pour les successions et donations, puisque les abattements existants font que 80 % des successions sont déjà libres de droits. Quant aux intérêts d'emprunt, ils auront pour effet principal de soutenir les prix du marché de l'immobilier menacé de retournement.

Reste la détaxation des heures supplémentaires qui va surtout profiter aux patrons en leur permettant de « blanchir » à bon compte des heures supplémentaires non déclarées ou de réduire leur coût du travail plutôt que d'embaucher. Ils seront encouragés à geler les salaires : après tout, ceux qui veulent gagner plus n'ont qu'à travailler plus. Tout cela va coûter très cher sous forme de manque à gagner pour les dépenses publiques. Le site debat2007.fr initié par l'Institut de l'entreprise - que l'on ne peut soupçonner d'anti-sarkozysme primaire - l'évalue à 15,6 milliards d'euros : 4,6 pour les heures supplémentaires, 2 pour les déduction d'intérêts, 5 pour les droits de succession et 4 pour le bouclier fiscal et l'ISF.

Tous comptes faits, on pourrait s'en tenir là et constater que Sarkozy applique le programme mis en chanson par Maurice Chevalier : « Du fric, du blé, de l'oseille, de la braise, des picaillons, du flouze ou bien du pèze, ap'lez ça comme vous voulez moi j'm'en fous, pourvu qu'en aie toujours plein les poches ». Mais un économiste ne se laissant pas si facilement distraire, il faut en venir à la question du déficit budgétaire qui va être creusé d'autant. Sarkozy a déclaré qu'on verrait plus tard (dans cinq ans) quand la croissance serait revenue. Un keynésien de base se serait-il subrepticement introduit à l'Élysée ? Non, parce qu'il y a déficit et déficit, et l'exemple de Bush aurait dû suffire pour le comprendre. Ce n'est pas la même chose de faire des cadeaux aux riches ou de financer des logements sociaux. Avec Sarkozy, c'est très clair, d'autant plus que les riches ne touchent pas seulement le jackpot des baisses d'impôts mais aussi le bonus des nouvelles émissions de bons du Trésor auxquels ils s'empresseront de souscrire au lieu de relancer la consommation.

Sarkozy se paie en outre le luxe de faire un pied de nez aux règles du Pacte de stabilité européen. Les « vrais Européens », de Bayrou à la Commission, commencent à faire la grimace. Et là aussi, cela fait réfléchir sur une certaine manière de critiquer l'Europe libérale au nom de la souveraineté nationale, comme si les politiques réactionnaires étaient imposées par le Pacte de stabilité et l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. On a sous les yeux une bourgeoisie nationale qui décide d'enfreindre certaines règles, pour mener à sa manière une politique de classe décidée.

Il s'agit probablement d'une stratégie en deux temps. On commence par filer du fric aux riches et, comme la conjoncture semble favorable, on pourra dire qu'on a ainsi relancé l'économie. Puis, dans quelques mois, on redécouvrira le déficit et en tirera argument pour freiner d'autres dépenses. Et si cela ne suffit pas, on instituera une TVA sociale pour éponger le déficit, comme l'a permis la hausse de la TVA en Allemagne. On aura donc réussi cette prouesse : faire payer par les salariés les cadeaux aux riches, à coup de nouveaux impôts et de coupes sombres dans les services publics et les retraites. Ce que le nouveau gouvernement met en place n'est donc rien d'autre qu'une vaste opération de siphonage en faveur des possédants.

La brutalité sans précédent de cette politique peut cependant ouvrir une dialectique positive. Il faut marquer à la culotte le gouvernement, afin de démontrer le contenu anti-social de ses mesures et dévoiler ainsi la véritable nature du sarkozysme. Mais il faut aussi, dans le même temps, pointer la pusillanimité de cette vieille gauche qui pense encore que croissance et relance budgétaire sont les deux mamelles de la Nation. Telle est la double tâche qu'il faut entreprendre pour pouvoir, enfin, poser politiquement la question-clé, celle de la répartition des richesses.

Michel Husson

Michel Husson, administrateur de l' INSEE, chercheur à l' IRES (Institut de recherches économiques et sociales).